

Point de situation quotidien – secteur agricole SER de Rome (13/03/2020)

Sur le plan sanitaire, le bilan du jour établi par la protection civile italienne à 18h00 est le suivant : 15 113 personnes contaminées (+2651), 1258 personnes guéries (+213), 1016 personnes décédées (+188).

A noter dans le secteur agricole :

- Difficultés liées aux mesures de restriction de circulation ou de contrôles aux frontières : par communiqué en date du 12 mars, la ministre de l'agriculture Teresa Bellanova indique la mobilisation des autorités italiennes afin d'éviter le blocage des produits agroalimentaires vers l'Autriche (Brenner, où la presse fait état d'embouteillages de 70 à 90 km) et vers la Croatie. La ministre demande à la Commission européenne de rappeler à tous les Etats membres le respect des règles du marché unique et l'impératif de collaboration loyale, afin d'éviter les comportements assimilables à des pratiques commerciales déloyales de la part de certaines chaînes de distribution, qui risqueraient de menacer les produits italiens, en particulier dans le cadre de la chaîne du froid, et les entreprises déjà pénalisées par la situation de gravité exceptionnelle.
- Menaces sur la campagne de production de fruits et légumes : selon la Coldiretti, le manque de travailleur saisonniers menace un quart de la production italienne de fruits et légumes, au moment du début des travaux prévus dans le cadre de la campagne des primeurs (des asperges aux fraises). Dans ce contexte, l'organisation demande immédiatement la « simplification drastique » du « voucher » agricole afin de permettre aux étudiants et aux retraités italiens d'effectuer les travaux dans les campagnes où la main d'œuvre manque en raison des mesures de précaution prises par certains pays européens (Roumanie, Pologne, Bulgarie). La main d'œuvre saisonnière étrangère constitue en temps normal 27 % des journées de travail du secteur.

Dans le secteur de la pêche :

- les organisations professionnelles indiquent que les restrictions de circulation imposées aux personnes par le décret du 9 mars ont causé une forte réduction de la demande de poisson frais, qui représente 90 % de l'activité des pêcheurs italiens. La restauration avait déjà réduit sa demande, en raison de la baisse du nombre de clients. Les nouvelles habitudes de consommation des italiens, qui espacent leurs courses afin d'éviter de devoir se rendre trop souvent dans les magasins alimentaires, ont orienté la demande vers le poisson surgelé, qui est dans 9 cas sur 10 d'origine étrangère. Les organisations font état, en conséquence, de l'arrêt d'activité en cascade des poissonneries, des marchés de gros, et de certaines flottes. Les mesures sanitaires imposées (distance interpersonnelle d'un mètre) impliquent également des contraintes nuisibles à l'activité.
- L'alliance des coopératives du secteur de la pêche a adressé un courrier à la ministre Teresa Bellanova afin de présenter plusieurs demandes, notamment : chômage technique, suspension des charges sociales et fiscales, fonds de compensation ad hoc et révision des périodes d'arrêt de pêche, en les anticipant lorsque cela est nécessaire.